

a fait preuve d'une longue patience, mais n'a obtenu en échange que quelques concessions matérielles : le vote notamment d'un projet de canaux. On ne lui a même pas accordé l'université de Moravie. La question des langues reste insoluble. Les *Narodni Listy* ont poussé les députés à recommencer l'obstruction, et ils viennent de s'y décider. Les Tchèques vont attirer l'attention sur eux à la rentrée d'automne.

Ils ne feront que suivre l'exemple que leur ont donné les Magyars, peuple de nature plus rude, qui, jusqu'ici, s'est toujours trouvé bien d'exiger, et, quand on lui refusait, de lutter à outrance.

Actuellement, des députés hongrois — une minorité — se font fort d'obtenir par leur hardiesse audacieuse et leur ténacité indomptable des réformes militaires dont l'exécution serait probablement un acheminement vers la création de deux armées distinctes, l'une hongroise, l'autre autrichienne.

Ils ne s'attaquent point aux lois constitutionnelles hongroises, ni à l'*Ausgleich* : ils prétendent simplement tirer de textes anciens sur lesquels ils s'appuient des avantages nouveaux. En droit, le roi organise l'armée commune. Mais le parlement de Hongrie vote le contingent. Or, au lendemain du renouvellement de la triple alliance, le ministère commun de la guerre, derrière lequel on sent